

Direction  
départementale  
de la cohésion sociale et  
de la protection des  
populations

Service protection et  
santé animales et  
installations classées pour  
la protection de  
l'environnement



PRÉFET DE LA SAVOIE

**ARRÊTE PREFECTORAL**  
portant mise en demeure

**Madame Georgette DIJOURD-PERCEVAL**  
**Commune de Les Marches**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 541-1, L. 541-1-1, L. 541-2, L. 541-3, L. 556-3, et R. 541-12-16 ;

VU le code civil, et notamment son article 1384 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2014 mettant en demeure la société PRD, représentée par M. Jérôme PERCEVAL, de régulariser la situation administrative de son installation de stockage de déchets amiantés, située sur le territoire de la commune de Les Marches ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 portant suspension d'activité et mesures conservatoires à la société PRD, représentée par M. Jérôme PERCEVAL, pour son installation de stockage de déchets amiantés, située sur le territoire de la commune de Les Marches ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2015 rendant redevable la société PRD, représentée par M. Jérôme PERCEVAL, d'une astreinte administrative ;

VU les arrêtés préfectoraux du 31 mars 2015 et 29 juin 2016 portant liquidation partielle de l'astreinte administrative susmentionnée ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 portant consignation de somme (50 000 € correspondant au coût des actions à engager pour la remise en état du site) ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 mettant en demeure la société PRD, représentée par M. Jérôme PERCEVAL, de respecter les mesures conservatoires prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 prescrivant à la société PRD, représentée par M. Jérôme PERCEVAL, des mesures conservatoires complémentaires (interdiction d'accès au site) ;

VU la décision du tribunal de première instance de Genève du 14 juillet 2016 prononçant la liquidation de la SARL PRD ;

VU le jugement du tribunal de commerce de Chambéry en date du 12 septembre 2016 désignant la SELARL BOUVET & GUYONNET comme mandataire judiciaire de la société suisse PRD SARL ;

VU le courrier adressé le 18 octobre 2016 par la DREAL à la SELARL BOUVET & GUYONNET, lui rappelant notamment les diverses obligations pesant sur la société PRD ;

VU les courriers adressés le 3 novembre 2016 par le mandataire judiciaire à la DREAL et aux services fiscaux confirmant l'impécuniosité de la liquidation de la SARL PRD ;

**VU** le courrier adressé le 9 juin 2015 par Mme le maire des Marches à Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL pour l'avertir des responsabilités lui incombant suite au stockage de produits dangereux autour de sa maison d'habitation ;

**VU** le courrier du 30 mai 2016 par lequel la DREAL a transmis à Mme DIJOURD-PERCEVAL, pour information, le rapport établi suite à la visite d'inspection du 30 mars 2016 ;

**VU** le rapport établi par l'inspection des installations classées en date du 6 février 2017 suite à la visite d'inspection du 8 décembre 2016, confirmant la persistance du dépôt de déchets amiantés et même l'existence de nouveaux apports récents de déchets dangereux ;

**VU** le courrier du 13 février 2017 adressé à Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL lui transmettant le projet d'arrêté de mise en demeure dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** les observations présentées par Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL par courrier du 10 mars 2017 ;

**VU** l'avis de l'inspection des installations classées transmis par courrier électronique du 16 mars 2017 sur les observations présentées par Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL ;

**CONSIDÉRANT** que la société PRD, représentée par M. Jérôme PERCEVAL, a constitué au 341 chemin du Veyrier, sur la commune de Les Marches, principalement sur la parcelle n°76 – section AC du cadastre communal, un dépôt de déchets amiantés estimé à environ 180 t ;

**CONSIDÉRANT** que les diverses obligations mises à la charge de la société PRD par les arrêtés préfectoraux susmentionnés n'ont pas été respectées ;

**CONSIDÉRANT** la présence d'une quantité importante de matériaux amiantés dégradés et émissifs à proximité immédiate d'habitations,

**CONSIDÉRANT** que les déchets sont abandonnés depuis plusieurs années dans des conditions contraires aux prescriptions énoncées par la législation sur les déchets (livre V – titre IV du code de l'environnement), et notamment par l'article L. 541-1 du code ;

**CONSIDÉRANT** que cette situation présente des risques sanitaires pour le voisinage proche de l'installation, en lien avec l'émission potentielle de fibres d'amiante, et qu'il convient d'y mettre un terme ;

**CONSIDÉRANT** le statut de propriétaire-usufruitière de Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL concernant la parcelle d'emprise du dépôt (n°AC 76) ;

**CONSIDÉRANT** que Mme PERCEVAL a fait preuve de négligence en laissant son fils Jérôme PERCEVAL déposer régulièrement et abandonner sur le terrain dont elle a la charge les déchets dangereux issus de son activité de désamiantage, jusqu'à constituer un dépôt conséquent ;

**CONSIDÉRANT** les nouveaux apports de déchets observés lors de nos visites d'inspection du 14 avril 2016, 30 mai 2016 et 8 décembre 2016, en dépit de l'emprisonnement de M. Jérôme PERCEVAL d'août 2015 à juillet 2016 et de la mise en liquidation de la société PRD en juillet 2016 ;

**CONSIDÉRANT** la négligence de Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL, en tant que propriétaire-usufruitière du terrain, à laisser le site recevoir ces nouveaux apports de déchets amiantés sur son terrain non clôturé ;

**CONSIDÉRANT** que Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL doit être considérée comme détentrice des déchets dangereux entreposés sur son terrain ;

**CONSIDÉRANT** qu'à cet égard la responsabilité de Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL doit être engagée au titre de la législation sur les déchets, en vue de l'évacuation des déchets amiantés et de leur élimination conforme ;

**CONSIDÉRANT** que les observations présentées par Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL dans son courrier du 10 mars 2017 ne sont pas de nature à remettre en question sa responsabilité dans la constitution du dépôt de déchets amiantés ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## ARRÊTE

### Article 1.

Conformément aux dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL, domiciliée au 341 chemin du Veyrier sur la commune de Les Marches, est mise en demeure, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, d'évacuer l'ensemble des déchets amiantés entreposés au voisinage de son domicile, principalement sur la parcelle n°76 – section AC du cadastre communal.

Les déchets devront être éliminés dans des installations conformes à la réglementation sur les déchets. Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL en justifiera auprès de la DREAL en transmettant l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets amiantés renseignés par l'installation d'élimination.

Devront être évacués en premier lieu les déchets d'amiante libre et les déchets d'amiante lié endommagés et/ou mal ou non emballés.

### Article 2.

Préalablement à leur évacuation, les déchets devront être reconditionnés selon les exigences de la réglementation relative au transport de matières dangereuses par route (ADR).

Toutes les opérations de reconditionnement, manutention, chargement et évacuation des déchets devront respecter les dispositions prévues par le code du travail.

### Article 3.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL les sanctions prévues à l'article L. 541-3 du code de l'environnement.

### Article 4. Notification

Le présent arrêté sera notifié à Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL.

Une copie est adressée pour information à Mme le maire de la commune de Les Marches et à M. Jérôme PERCEVAL.

### Article 5. Délais et voie de recours


La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par Mme Georgette DIJOURD-PERCEVAL dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

### Article 6. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le **21 MARS 2017**

Le préfet

 Pour le Préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

Juliette TRIGNAT

